



Sous le masque

Série de dialogues de l'AFSC sur le rétrécissement de l'espace civique pendant COVID-19

RAPPORT UN

Masque et Bâtons

Surveillance dans le cadre de COVID-19

Mardi, 23 juin 2020

Masques et Bâtons, le premier des quatre webinaires de la série AFSC, 'Under the Mask', portait sur la brutalité de la police durant la pandémie COVID-19. Plus de 70 participants du monde entier ont assisté à la conférence, bénéficiant d'une interprétation simultanée de l'anglais vers le bahasa indonésien, l'espagnol, l'arabe et le français.

Les présentations ont été faites par:

Ruki Fernando, INFORM - Centre de documentation sur les droits de l'homme, Sri Lanka.

Bainito Wamalwa, Comité Consultatif Mondial des Amis, Kenya.

Yuni Chang, Ligue des Résistants à la Guerre, États-Unis.

Andrew Lane, Conseil Quaker pour les Affaires Européennes, Belgique.

Vous trouverez ci-dessous un résumé des présentations et des discussions en petits groupes qui ont suivi.

1.

La brutalité de la police: ses origines, sa militarisation et les effets de COVID-19

“

Au Sri Lanka, des personnes ont été emprisonnées pour avoir critiqué le gouvernement en ligne, la police s'est comportée de manière extrêmement brutale et les procès occasionnels contre la police sont l'exception. Malheureusement, malgré le travail des organisations de défense des droits pour lutter contre les brutalités de la police, peu de progrès ont été réalisés et l'indignation de la population fait défaut. La police et le gouvernement du Sri Lanka ont une longue histoire de violence en toute impunité.

- Ruki Fernando

L'histoire et la structure de la police dans de nombreux contextes est une création coloniale basée sur la suprématie blanche qui se manifeste dans sa structure servant toujours l'élite et ses intérêts, même lorsque ces élites ont changé. La violence, la brutalité et les pratiques discriminatoires de la police fondées sur la race, la classe, l'opposition politique, le sexe, etc. ne sont pas nouvelles et sont, à bien des égards, à la base du maintien de l'ordre. COVID-19 a présenté une "opportunité" pour de nombreux États de réprimer davantage les voix de l'opposition.

Dans de nombreux pays, la police est gravement sous-financée, ce qui entraîne deux types de problèmes principaux:

- A. La corruption de la police et sa mobilisation pour des intérêts privés par le biais de pots-de-vin.
- B. Autres groupes non gouvernementaux créant leurs propres forces armées, des gangs de rue aux partis politiques.

Cela peut également signifier que la police est limitée dans sa réponse en raison des coûts et parfois répercute ces coûts sur la communauté, dans certains endroits, allant même jusqu'à faire payer aux civils le carburant nécessaire pour traiter d'un crime. Cela nuit encore plus à la confiance entre la police et la communauté.

Dans la plupart des contextes, il n'y a pas de véritable redevabilité, et la police et l'armée jouissent de l'impunité et ne sont guère traduites en justice pour des abus ou des actes de victimisation. Cela fait partie d'un problème plus large de manque d'imputabilité du gouvernement au sens large, avec de nombreuses institutions gouvernementales agissant au-dessus de la loi et en toute impunité. La police et l'armée bénéficient d'une large protection, y compris la clôture de toute enquête qui pourrait être ouverte, le soutien des déclarations de l'establishment politique, et même la destruction des moyens de preuve pour les nier devant la justice. La question qui se pose est la suivante: si le gouvernement lui-même ne s'oppose pas à la brutalité à l'encontre de certains groupes, comment pouvons-nous promouvoir ce changement?

“

Aux États-Unis, le mouvement visant à financer la police a gagné la popularité, et les citoyens cela. Il est considéré comme le moyen le plus efficace de lutter contre le racisme systématique au sein de la police. La brutalité de la police lors de COVID-19 avait créé un point de basculement, avec le meurtre de George Floyd au sommet. L'indignation publique a balayé le pays. Le niveau de violence de la police se heurte à une résistance qui met en scène l'existence même et le but de la police, et ce sans relâche.

- Yuni Chang

La ligne de démarcation entre police et armée est floue dans de nombreux pays, ce qui rend impossible de parler de brutalité policière sans parler de brutalité militaire. En outre, dans des contextes comme celui du Zimbabwe, des groupes paramilitaires, qui ne relèvent pas de la police ou de l'armée, sont utilisés pour infliger des violences sous le commandement de l'État ou d'autres partis politiques concurrents. Ils agissent comme des forces armées avec des uniformes, des armes, une formation et une chaîne de commandement, et nous devons donc développer un langage pour parler de ces forces également.

Reconnaître cette absence de réelle division entre la police et l'armée pourrait nous obliger à repenser notre façon de parler de la militarisation de la police, comme si celle-ci fonctionnait toujours comme deux organes différents. Dans ce contexte, il a également été mentionné que la police et l'armée dans le monde entier s'entraînent mutuellement à la répression de la société civile et échangent leurs tactiques et idéologies.

2.

Ce qu'il faut pour réduire la brutalité de la police

“

Au Kenya, des mesures extrêmes ont été appliquées de façon musclée, et la police a battu des gens, extorqué de l'argent en les menaçant de quarantaine, et des exécutions extrajudiciaires ont eu lieu. Des marches pacifiques ont été organisées contre la brutalité policière, mais sans grand effet. L'écrivain et commentateur Patrick Gathara a déclaré que la police au Kenya a hérité de la violence des forces coloniales britanniques et n'a rien fait pour changer depuis l'indépendance.

– Bainito Wamalawa

Dans la plupart des pays, il n'y a pas de mission clairement définie pour la police, ou cette mission est largement déficiente et basée sur la mission coloniale d'origine. Il est fondamental de présenter et de faire pression pour que la police adopte de nouveaux énoncés de mission qui examinent réellement le type de police qui réduit réellement la violence, afin de réduire la violence de la police. Ce changement ne doit pas seulement se manifester par un changement de nom ou de mission écrite de la police, mais aussi de sa structure, de sa formation, de son équipement et de ses relations avec la communauté.

La création de systèmes de redevabilité est essentielle pour réduire la brutalité de la police, en précisant que ces actions ont également des conséquences. Il peut s'agir d'un plaidoyer en faveur d'un changement de l'infrastructure juridique, de la création de restrictions sur l'usage de la force, de changements dans l'équipement donné à la

police, de la création d'autorités indépendantes de surveillance de la police, de la création de commissions nationales des droits humains, etc. En outre, il est nécessaire de réfléchir et de développer des mécanismes de redevabilité communautaires qui peuvent fonctionner même sans changement de gouvernement.

La formation de la police doit changer fondamentalement, car les gens actuellement sont amenés à croire qu'il existe une inimitié entre la police et les civils, au lieu de voir le travail de la police comme faisant partie de la communauté.

“

On dit parfois que les services de police des pays européens sont moins racistes que ceux des États-Unis, mais les services de police européens (y compris les services de police d'Europe occidentale qui ont été en partie développés dans un contexte colonial) ont une série d'effets néfastes sur certains groupes, notamment les personnes d'origine africaine, les migrants et les réfugiés sans papiers.

Les points chauds sont notamment la Croatie et la Belgique. En Europe, des débats ont lieu sur la légalité de filmer la police ou de publier des vidéos sur la violence de la police. Il y a également un débat beaucoup moins développé sur la race, ce qui signifie que la mesure de la discrimination raciale est interdite dans plusieurs pays européens. Ces deux éléments limitent la redevabilité.

—Andrew Lane

Enfin, il est nécessaire que la société civile présente et propose des alternatives au maintien de l'ordre actuel : une justice de proximité, des formats de justice curative, des tribunaux communautaires, etc. qui peuvent répondre aux besoins de la communauté en matière de sécurité et de réduction de la violence, mais pas par la mise en œuvre violente du maintien de l'ordre. Au cours de COVID-19, nous avons vu des exemples de représentants de la surveillance communautaire se promenant dans leur quartier pour encourager l'utilisation de masques ou la distanciation sociale, sans aucun mécanisme d'application, et pourtant tout aussi efficace, sinon plus, que le maintien de l'ordre.

3.

Les outils de la société civile pour atténuer la brutalité de la police

- Une surveillance de la police, documentation et publicité des fautes de la police. Filmer là où il faut. Cette surveillance nécessite également une formation sur les outils de surveillance efficaces, non seulement pour les activistes, mais aussi pour les journalistes.
- Des plateformes de plaintes publiques en ligne où les gens peuvent signaler les fautes de la police et où la société civile peut assurer un suivi.
- Mobilisation de la communauté pour l'application des règlements de santé et de sécurité publiques.

- Une plateforme en ligne où les activistes peuvent se connecter et mettre en évidence les cas d'abus de pouvoir de la part de la police et échanger des outils.
- Obtenir des alliés dans la presse, le grand public et les médias sociaux et faire connaître les fautes commises par la police.
- Protestations et manifestations. Parmi les idées proposées dans le cadre de COVID, citons:
 - * **Manifestations sur Zoom**, y compris leur projection sur les maisons des fonctionnaires de police et de l'administration (de taille massive, sans frontières géographiques). Ces images peuvent être diffusées en direct, et il est possible d'agir simultanément dans plusieurs endroits.
 - * **Manifestations de voitures**, qui sont également en augmentation, et qui permettent d'observer la distanciation sociale, l'utilisation des klaxons, et un mouvement plus rapide.
 - * **Pétitions en ligne**. Un exemple donné est celui des parents qui s'opposent à la réouverture des écoles sans avoir mis en place le dispositif de prévention et de sécurité nécessaire.

Ressources:

- Le Centre de Genève pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité propose des outils et des formations pour travailler avec la police et les autorités afin d'atténuer les brutalités de la police: <https://www.dcaf.ch/>
 - Les dossiers des tribunaux (sur le site Kenya Law) au Kenya sont accessibles sur Internet et expliquent comment les juges ont tenu la police responsable après les enquêtes menées par l'Autorité Indépendante de Surveillance de la police.
-



American Friends Service Committee

afsc.org

American Friends Service Committee (AFSC) est une organisation quaker qui regroupe des personnes de diverses confessions qui s'engagent en faveur de la justice sociale, de la paix et du service humanitaire. Son travail est basé sur la croyance quaker dans la valeur de chaque personne et la foi dans le pouvoir de l'amour pour surmonter la violence et l'injustice.